

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

AVENANT DU 11 MARS 2008

RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} AVRIL 2008

(RHÔNE-ALPES)

NOR : *ASET0850424M*

IDCC : 87

Entre :

L'union des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM) de la région Rhône-Alpes, agissant tant pour son compte qu'au nom et pour le compte de :

- l'association syndicale professionnelle des minéraux industriels France pour le compte exclusif des producteurs de silice pour l'industrie ;
- le syndicat des industries françaises du fibre-ciment ;
- le syndicat national des fabricants d'isolants en laines minérales (FILMN) ;
- la fédération de l'industrie du béton (FIB),

D'une part, et

Le syndicat BTP FO ;
L'URCB CFDT,

D'autre part,

Se référant à la convention collective du 22 avril 1955, à l'accord national de salaires du 21 février 1957, notamment à son article 6, paragraphes *b* et *c*, qui prévoit l'établissement d'annexes régionales, à l'accord paritaire du 25 janvier 1979 « Classification professionnelle des ouvriers » et à l'accord national sur les salaires minimaux des ouvriers du 23 janvier 1992,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Cet accord s'applique dans les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, qui constituent la région Rhône-Alpes.

Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} avril 2008.

Article 4

Les salaires minimaux horaires garantis sont les suivants :

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM garanti
OM	120	8,59
OS 1	130	8,60
OS 2	140	8,61
OS 3	150	8,72
OQ 1	160	9,18
OQ 2	170	9,40
OQ 3	185	10,05
OHQ	200	10,25
CE	225	10,95

Article 5

Les salaires minimaux horaires de qualification servant de base au calcul de la prime d'ancienneté sont les suivants :

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM de qualification
OM	120	5,11
OS 1	130	5,19
OS 2	140	5,27

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM de qualification
OS 3	150	5,36
OQ 1	160	5,41
OQ 2	170	5,49
OQ 3	185	5,90
OHQ	200	6,38
CE	225	7,18

Article 6

Conformément aux clauses de l'article 4 de l'accord national du 21 février 1957, les salaires minimaux de qualification comme les salaires minimaux garantis comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes ou toute autre dénomination que ce soit. Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- a) Les majorations pour heures supplémentaires ;
- b) Les indemnités ayant un caractère de remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- c) Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travail dangereux, insalubre et pénible ;
- d) Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955 ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes ;
- e) Les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 4.

Article 7

Il est rappelé l'obligation faite aux entreprises de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs au SMIC suite à sa revalorisation, conformément à l'article L. 141-10 du code du travail.

Article 8

Toute organisation syndicale représentative, non signataire du présent accord, pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction générale du travail ; elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations signataires.

Article 9

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Vénissieux, le 11 mars 2008.

(Suivent les signatures.)